



Local & Regional Europe  
L'Europe locale & régionale

# Élections européennes de 2024: Appel à l'action

# Autonomiser l'avenir de l'Europe: Le programme des gouvernements locaux et régionaux pour une gouvernance et une coopération efficaces

L'Europe et le monde font toujours face à de sérieux défis auxquels les gouvernements nationaux seuls ne sont pas en mesure de répondre de manière adéquate. Dans le même temps, les prochaines élections au Parlement européen (PE) de 2024 se tiennent à un moment où la démocratie européenne est confrontée à des défis sans précédent.

Le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) et nos associations nationales continuent à soutenir de manière inébranlable les valeurs fondamentales, en particulier la gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme, la subsidiarité et la durabilité. L'importance de préserver l'autonomie locale et régionale, à l'encontre des tendances à la recentralisation et aux tentatives de réduire le pouvoir au niveau local également, est au cœur de la mission du CCRE. Par conséquent, nous attendons avec impatience le résultat des élections européennes de l'année prochaine et nous sommes prêts à travailler avec les nouveaux membres du Parlement européen (MPE) pour échanger et créer ensemble des politiques efficaces.

Les gouvernements locaux et régionaux (GLR) ne sont pas seulement chargés de fournir des services publics essentiels sur nos territoires, ces gouvernements et leurs associations représentatives comblent également le fossé entre l'Europe et ses citoyens. D'une part, ils jouent un rôle déterminant pour aider les habitants des municipalités et des régions d'Europe à comprendre la pertinence de l'UE pour leur vie quotidienne. D'autre part, ils communiquent les besoins de nos territoires à l'UE et aux décideurs politiques internationaux. Les municipalités sont souvent le plus grand employeur de leur région et elles jouent un rôle fondamental en tant qu'employeurs et dans la formation de la main-d'œuvre locale.

Pourtant, en tant que responsables de la mise en œuvre des politiques publiques, les GLR font face à la prolifération des initiatives de l'UE. Cet état de fait est particulièrement vrai dans le domaine du climat, de l'énergie et de l'environnement, domaine dans lequel les décideurs de l'UE sont très actifs depuis quelques années et où l'action pour parvenir à un avenir décarboné repose en grande partie sur l'action des GLR.

La qualité de nos dispositifs de gouvernance en Europe peut et doit être renforcée par la contribution, le savoir-faire et les capacités des dirigeants locaux et régionaux. Notre modèle de gouvernance sous forme de partenariat en Europe est un outil essentiel pour contribuer à obtenir des résultats inclusifs qui ne laissent personne ni aucun lieu de côté.

Le prochain Parlement européen doit s'engager en faveur d'un programme politique qui serve véritablement nos citoyens, nos entreprises et nos communautés, soutenu par le partenariat et la cocréation. Le CCRE et ses associations nationales tiennent à jouer un rôle constructif dans ce processus. Nos messages clés et nos recommandations sont des prérequis importants pour lancer cette discussion.

# Subsidiarité active et coopération renforcée en matière de gouvernance à plusieurs niveaux

Message clé 1

- Les gouvernements infranationaux sont responsables de plus de 50 % des investissements publics<sup>1</sup> et on estime régulièrement que la participation des gouvernements locaux et régionaux à la mise en œuvre de la législation de l'UE au niveau national est d'au moins 70 %, selon les pays.
- Des politiques efficaces sont soutenues par de bonnes dispositions de gouvernance qui donnent au principe de subsidiarité<sup>2</sup> une place centrale. Cela nécessite que les décisions soient prises au niveau le plus proche possible du citoyen, en reconnaissant le niveau local comme le principal point d'action. La mise en œuvre de la politique adaptée au lieu permet de mieux appliquer les principes de l'autonomie locale.
- Assurer l'application de dispositions significatives de subsidiarité est primordial pour de meilleures politiques et nécessite une plus grande participation des gouvernements locaux et régionaux à toutes les phases du processus décisionnel de l'UE.
- La collaboration et la coordination entre les différents niveaux de gouvernement sont essentielles pour fournir des services publics qui répondent efficacement aux besoins des citoyens et pour permettre à l'Europe de répondre correctement aux futures crises. La politique et les décideurs de l'UE doivent coopérer avec les GLR sur la meilleure façon d'atteindre les objectifs ambitieux de l'UE, notamment en matière de climat, d'énergie et d'industrie durable, en veillant à ce que les défis et les besoins infranationaux soient correctement traités.

# Recommandations

▼  
En tant que colégislateurs, les membres du Parlement européen doivent, à un stade précoce du processus législatif, examiner les effets des propositions sur les administrations locales et régionales afin de s'assurer qu'elles sont applicables et d'obtenir des résultats optimaux.

▼  
Le prochain parlement européen devra insister pour que le «principe de partenariat» soit appliqué à toutes les politiques de l'UE, notamment vis-à-vis des futurs instruments de financement et des politiques d'investissement de l'UE; en outre, il devra travailler avec la Commission européenne pour demander l'extension du code de conduite européen sur le partenariat (règlement délégué 240/2014).

▼  
Le CCRE exhorte les membres du prochain Parlement européen à établir un dialogue permanent entre les décideurs politiques de haut niveau de l'UE et les gouvernements nationaux pour coopérer avec les administrations locales et régionales dans la mise en œuvre des questions politiques clés de l'UE telles que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les industries zéro émission nette.

▼  
Les colégislateurs de l'UE doivent veiller à ce que la conception de toute nouvelle politique prévue dans le contexte du Pacte vert pour l'Europe soit élaborée et négociée avec un partenariat efficace entre tous les niveaux de gouvernement (européen, national et infranational).

▼  
Le prochain Parlement européen devra encourager tous les décideurs politiques de l'UE à œuvrer en faveur de règles plus simplifiées et harmonisées en matière d'aides d'État, ce qui favoriserait les conditions d'un meilleur développement économique local. Ceci est particulièrement nécessaire à la suite de la pandémie de COVID-19 et de l'augmentation des coûts de la construction et de l'énergie liée à l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

<sup>1</sup> Basé sur un échantillon réalisé dans 30 pays de l'OCDE, [https://www.oecd.org/effective-public-investment-toolkit/Full\\_report\\_Effective\\_Public\\_Investment.pdf](https://www.oecd.org/effective-public-investment-toolkit/Full_report_Effective_Public_Investment.pdf)

<sup>2</sup> Tel que défini à l'article 5, paragraphe 3, du traité sur l'UE

# Approches systémiques et instruments innovants pour des sociétés plus équitables, plus inclusives et plus durables

Message clé 2

- Le changement climatique et la transition énergétique restent une priorité absolue pour les GLR, d'autant plus que les preuves du changement climatique sont de plus en plus visibles. Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle crucial dans la recherche de réponses innovantes et intégratives à cette crise, plus encore sachant qu'il est indispensable de s'assurer l'acceptation du public pour cette transition nécessaire.
- En raison de la transformation de nos sociétés par la numérisation et l'intelligence artificielle, le développement de solutions numériques étayées par des données générées localement est incontournable. Nos communautés auront ainsi la garantie de recevoir des services adaptés localement et de haute qualité.
- Les autorités locales et régionales sont des catalyseurs clés de la transition numérique et ont donc besoin d'investissements publics et privés suffisants dans les technologies, les infrastructures et les compétences en services numériques pour atteindre cet objectif.
- Les approches transformatrices en matière de genre qui remettent en question et transforment les causes sous-jacentes des inégalités sont un aspect important de la réussite des transitions écologique, numérique et juste en Europe.
- En plus d'adopter une approche transformatrice de l'égalité de genre, une perspective intersectionnelle qui reconnaît et donne la parole aux victimes de discrimination et d'exclusion croisées sera nécessaire pour parvenir à un avenir juste, égalitaire et durable pour tous les citoyens européens.
- Le prochain Parlement européen continuera à jouer un rôle décisif dans l'élaboration des politiques de l'UE en matière de migration et d'intégration. Améliorer le dialogue entre les décideurs de l'UE et les gouvernements locaux et régionaux est un outil inestimable pour une meilleure mise en œuvre des politiques de l'UE visant l'intégration et l'inclusion des migrants dans nos communautés et notre société.

# Recommandations

---

▼  
Le CCRE exhorte le Parlement européen à faire preuve d'audace en promouvant un environnement favorable qui soutient la littératie numérique des administrations publiques locales. Le cadre de l'UE doit être élaboré en harmonie avec les services publics locaux centrés sur l'utilisateur, afin de combler les lacunes là où elles existent.

▼  
Le Parlement européen doit rester un défenseur important de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'inclusion. Ses efforts doivent se concentrer sur la réduction des écarts économiques entre les hommes et les femmes, la lutte contre les violences faites aux femmes, y compris la cyberviolence et le harcèlement, et le démantèlement des stéréotypes sexistes préjudiciables pour assurer une participation sûre et égalitaire des femmes à la vie politique.

▼  
Le prochain Parlement européen devra promouvoir une forte collaboration entre la politique de l'UE et les décideurs sur la fourniture de ressources de financement ad hoc et flexibles et d'instruments appropriés pour soutenir l'accueil, l'intégration et l'inclusion des migrants dans les communautés locales.

# Une approche territoriale intégrée tout au long de l'élaboration des politiques de l'UE

- La participation significative de territoires de tous types et de toutes tailles apporte des avantages remarquables à l'Union européenne en mettant en lumière toute la gamme des défis existants tout en permettant de les relever de manière intégrée et holistique. Elle permet de mettre en place des stratégies basées sur le lieu, en fonction des besoins de territoires et de communautés spécifiques.
- Les zones urbaines et rurales ont des atouts qui se complètent et peuvent se renforcer mutuellement, étayant l'idée du continuum urbain/rural. Les politiques qui divisent urbanité et ruralité sont contre-productives; il est essentiel d'appliquer une approche territoriale globale et intégrée.

# Recommandations

---

▼  
Les décideurs politiques européens doivent renforcer encore davantage la politique de cohésion basée sur le lieu de l'UE et adhérer au principe «ne pas nuire à la cohésion» lorsqu'ils rédigent de nouvelles législations et qu'ils révisent la législation existante.

▼  
Les futurs colégislateurs de l'UE devront encourager la prochaine Commission européenne, qui prendra ses fonctions à l'automne 2024, à nommer un commissaire délégué au développement territorial doté d'un mandat clair pour piloter la politique de cohésion stratégique et à long terme de l'UE.

▼  
À la suite de l'investiture du prochain Parlement européen, nous exhortons les nouveaux colégislateurs à créer un «intergroupe des services publics» axé sur l'amélioration des services publics locaux et régionaux.

# Un modèle de coopération internationale ouvert et responsable

- Les partenariats européens, les jumelages et les élargissements de l'Union européenne ont démontré leur importance, en promouvant le partage de valeurs communes, en contribuant à l'ouverture et à une meilleure compréhension entre différents groupes et communautés.
- La coopération internationale est fondamentale pour réaliser l'Agenda 2030 aux niveaux local et régional. L'apprentissage entre pairs en Europe et ailleurs peut apporter des changements positifs et mutuellement bénéfiques qui élèvent les normes pour les politiques publiques locales en Europe et dans le monde.
- La coopération décentralisée soutient la mise en place de partenariats égaux en reliant les territoires. Les instruments de financement doivent être davantage territorialisés afin qu'ils puissent être adaptés et accessibles aux GLR.
- Les gouvernements nationaux et l'UE doivent accélérer la localisation et la territorialisation des ODD. Pour cela, les GLR doivent bénéficier d'une autonomie d'action appropriée, de moyens et de ressources adéquats pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 dans leurs communautés.

# Recommandations

---

▼  
Le prochain Parlement européen est exhorté à continuer à soutenir la coopération décentralisée en tant qu'outil de référence; cette approche a prouvé son efficacité et a favorisé une coopération internationale et une démocratie inclusives dans l'UE et chez ses partenaires mondiaux.

▼  
Les politiques et les décideurs de l'UE doivent donner une place politique et une reconnaissance aux GLR en établissant un dialogue régulier avec le niveau infranational et en incluant des représentants élus locaux dans leurs délégations à toutes les réunions de haut niveau pertinentes. Sont concernées notamment les réunions du Forum politique de haut niveau et d'autres réunions organisées par les Nations Unies et les institutions européennes.

▼  
Le prochain Parlement européen devra rétablir et consacrer des lignes de financement et des opportunités pour les GLR dans l'ensemble des instruments de financement extérieur de l'UE, en accordant une attention particulière à l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale - Global Europe.

Alors que les prochaines élections au Parlement européen arrivent à grands pas, il est essentiel que la voix des gouvernements locaux et régionaux soit entendue, au moment où les partis politiques finalisent leurs programmes et dressent leur liste de candidats. Le CCRE avance son programme d'engagement avec le colégislateur de l'UE, car nous pensons que ce n'est qu'en travaillant ensemble en partenariat avec les futurs décideurs politiques européens que nous aurons une chance de parvenir aux résultats sur le terrain que nous recherchons tous.

## **CCRE-CEMR**

Conseil des Communes  
et Régions d'Europe  
Council of European  
Municipalities and Regions  
1 Square de Meeûs  
B - 1000 Bruxelles